



## CUMUNICATU DI STAMPA

Dumenica u 28 d'Aprile di u 2019  
FEMU A CORSICA  
Pour diffusion immédiate.

### **ISSU MESE DI MAGHJU, MUBILISEMUCI !**

La visite d'Emmanuel Macron a été le théâtre d'une communication politique clivante de la part du Président de la République. Loin de venir en homme de paix, de dialogue et de réconciliation, Emmanuel Macron a choisi de faire du « révisionnisme » sur l'Histoire des événements conflictuels et dramatiques de l'île, à partir d'un propos surréaliste et insultant, reçu comme tel par l'ensemble de la société corse à propos de la mort du Préfet Claude Erignac. Son discours a de surcroît cherché à opposer vainement les Maires avec la Collectivité de Corse, ses outils, ses politiques et ses compétences. À la suite de cette visite et selon son « commandement », la Préfète de Corse met en place une Chambre des Maires, sans fondement juridique, en empiétant directement sur les compétences actuelles de la Collectivité de Corse conférées par la Loi, notamment dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Alors que l'actuelle majorité territoriale n'a jamais été autant soucieuse des communes, communautés communes en général, et des territoires de l'intérieur et de la montagne en particulier, au travers de la Chambre des Territoires, du Comité de Massif ; alors que les outils développés (règlement d'aides aux communes, schéma de développement de la Montagne, ingénierie...) se déploient et augmentent leur impact quantitatif et qualitatif sur les territoires, et ce, malgré les lourds héritages financiers issus des gestions précédentes, Départementales et Territoriales ; alors qu'elle a obtenu l'inscription du statut d'Ile-Montagne dans la Loi Montagne de 2016 ; voilà que l'État veut diviser et faire acte de défiance vis-à-vis des élus de la Collectivité de Corse. Cela n'est évidemment pas acceptable.

Cette feuille de route étatique est confirmée par la conférence de presse d'Emmanuel Macron en guise de conclusion du « Grand Débat National » : outre les mesures sociales et économiques floues et imparfaites, le volet dit « Décentralisation » n'est vu que sous le prisme dangereux d'une « autonomie » donnée aux préfets d'adapter les lois et règlements. Ceux-ci se trouveraient en

situation d'être à la fois juges et parties, véritables gouverneurs au service du pouvoir central et dont le jugement d'opportunité pourrait bien fluctuer selon les interlocuteurs et l'intérêt de l'État. La gestion actuelle des AOT est un exemple édifiant de cette politique à géométrie variable couramment pratiquée par l'État.

Outre le fait de persister gravement dans la faute historique et le déni de démocratie concernant la Corse et sa demande légitime d'autonomie législative et réglementaire, le simple fait d'oser penser le transfert de responsabilité à des fonctionnaires sur le plan de l'adaptation des Lois et des règlements, et non à des assemblées délibérantes d'élus qui l'ont été sur des projets et propositions pour leurs territoires et communautés, est profondément antidémocratique. Cette dérive technocratique et autocratique d'aujourd'hui pourrait bien être l'antichambre d'une dérive plus grande encore demain. Cela va effectivement à l'encontre des principes républicains eux-mêmes. A cette dérive politique s'ajoute le fossé culturel et éthique, avec les propos stupéfiants de la Ministre des Sports au sujet du drame de Furiani et la programmation par la LFP des matchs de Ligue 1 le 5 Mai.

**Devant ce constat accablant, notre devoir est de réaffirmer que nous sommes toujours disponibles pour un dialogue respectueux, sérieux et sans tabous. Notre devoir nous commande aussi la vigilance et la mobilisation.**

Aussi, dans ce contexte et en ce mois de Mai 2019, nous appelons les corses à se mobiliser solennellement et massivement à trois occasions majeures :

- Tout d'abord ce 5 Mai à Bastia, aux côtés du collectif pour les victimes de Furiani, pour commémorer le 27<sup>e</sup> anniversaire du drame, et rappeler ainsi que respecter les défunts, les blessés et leurs familles c'est faire en sorte, une fois pour toutes, que soit décidé qu'il n'y ait aucun match de football ce jour-là ;

- Ensuite, afin de « regarder l'Histoire en face » et ne jamais oublier d'où nous venons collectivement, mais aussi afin de transmettre aux jeunes générations, ce 8 Mai à Ponte Novu où nous commémorerons les 250 ans de la Bataille qui a symbolisé dans toute l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle la résistance acharnée des Corses pour garder leur liberté ;

- Enfin, le Dimanche 12 Mai à Galeria autour d'une grande Merendella afin de soutenir massivement les agents du parc naturel régional de la Corse qui subissent des menaces inqualifiables alors qu'ils sont les garants d'une gestion protectrice et vertueuse de Scandola, site remarquable patrimoine collectif de la Corse, et qui doit le rester.

U 5 di Maghju, l'8 di Maghju e u 12 di Maghju, femu valè tutti insemi un andatura schietta per u populu corsu. Mubilisemuci.

P / A Ghjunta Femu a Corsica

Ghjuvan Filice Acquaviva, Scretariu Naziunale